

.....
Prénom, Nom

.....
Rue, n°

.....
CP, localité

A l'attention du Conseil fédéral
Chancellerie fédérale
Palais fédéral ouest
CH-3003 Berne

Monsieur le Président,
Chers membres du Conseil fédéral,

Nous vous écrivons aussi bien comme citoyennes et citoyens de ce pays que ce monde. Nous savons que notre liberté, nos droits fondamentaux et notre prospérité sont liés à la liberté, aux droits fondamentaux et à la prospérité de nos semblables dans notre monde globalisé.

La Suisse est liée à la Colombie - par le biais d'innombrables entreprises humanitaires ainsi que de projets de coopération, pas seulement par un accord de libre-échange et le commerce de matières premières mais aussi par des amitiés solides. La Colombie est un pays extraordinaire, avec une géographie remarquable, des gens merveilleux et une nature exubérante où la vie surgit de partout.

C'est avec beaucoup d'inquiétude et d'horreur que nous suivons la violence brutale avec laquelle le mouvement social en Colombie est actuellement réprimé. Plus de 50 décès ont été enregistrés, causés par des unités de l'armée et de la police, des centaines de blessés et d'innombrables arrestations arbitraires. Les abus dans les postes de police vont jusqu'à la torture. Les incidents de violences sexuelles sont choquants. A Cali a été découvert l'horrible existence de nouvelles fosses communes.

La violence n'est pas nouvelle. Depuis des années, et plus particulièrement depuis l'accord de paix de 2016, des organisations humanitaires soulignent que plus de 900 personnes, militantes et militants de mouvements de l'environnement, de femmes, de petits agriculteurs, de syndicats et d'organisations indigènes ont été abattus par des paramilitaires.

Ayant participé au difficile processus d'élaboration des accords de paix entre le gouvernement Santos et la guérilla le Conseil fédéral connaît le terrain. Le peuple colombien en a assez de l'injustice sociale, mais il en a aussi assez de la violence armée. Le mouvement actuel est essentiellement pacifique, créatif et très large. Il touche plus de 700 localités du pays. Des assemblées ont lieu partout, où les gens rassemblent leurs revendications et élaborent un nouveau « Contrat Social ». Ce printemps colombien ne doit pas être étouffé. Le peuple rêve la Colombie de demain.

Nous demandons au Conseil fédéral :

- dans le cadre de notre tradition de « bons offices » d'offrir notre aide au gouvernement et au parlement colombiens pour la préparation de négociations,
- de rappeler que la Suisse est, si nécessaire, un lieu idéal où tous les acteurs d'un conflit peuvent se rencontrer en terrain neutre,
- d'offrir une protection en Suisse aux représentants des mouvements sociaux menacés par les paramilitaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames les
Conseillères fédérales, Messieurs les Conseillers fédéraux,
l'expression de mes sentiments distingués.

.....
(lieu, date)

.....
(signature)